



**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE BOURG-LA-REINE  
(HAUTS de SEINE)**

-----  
*REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS*  
*DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE*  
-----

DÉLIBÉRATION N°15092022/001  
NOMENCLATURE : 4.5

**Objet : Approbation de la modification du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)**

-----  
**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 15 SEPTEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt deux, le quinze septembre à dix huit heures, les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, dûment convoqués par voie électronique et individuellement le 9 septembre 2022, se sont réunis en Mairie.

**Présents** : Madame LE JEAN, Madame BARBAUT, Monsieur HOUERY, Madame ABADIE, Madame DURU, Monsieur GIRARDET, Monsieur FORGET, Madame SECONDINI.

**Représenté** : Monsieur DONATH par Madame LE JEAN

**Excusée** : Madame BROUTIN

Présents ou représentés à l'ouverture de la séance : 09

Madame AWONO, absente à l'ouverture, arrive à 18 heures 10

**Représentaient l'administration** : Madame MOUSSOUNI, Madame TAWADRAUS, Madame COSTA et Monsieur SABEUR.

-----  
**Résultat du vote** : UNANIMITE

**Nombre de votants** : 10

**Pour** : 10

**Contre** : 0

**Abstention** : 0

**Le Conseil d'Administration,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L 714-1 et L. 714-4 et suivants,

**VU** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

**VU** le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

**VU** le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

**VU** le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

**VU** la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

**VU** le décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 instituant une période de préparation au reclassement au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

**VU** le décret n° 2019-301 du 10 avril 2019 relatif au congé pour invalidité temporaire imputable au service dans la fonction publique territoriale,

**VU** les délibérations instaurant le régime indemnitaire des agents de la collectivité,

**VU** la délibération du 26 février 1997 portant attribution d'une prime de fin d'année au personnel du CCAS,

**VU** la délibération n° 23112021/002 approuvant la mise en place du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel en date du 23 novembre 2021,

**VU** le tableau des effectifs,

**VU** le budget communal,

**CONSIDERANT** que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) se compose :

- de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent
- du complément indemnitaire annuel (CIA) lié à la manière de servir de l'agent

**CONSIDERANT** qu'il appartient aux organes délibérants des établissements publics locaux de fixer les régimes indemnitaires de leurs agents, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'intégrer un nouveau cadre d'emplois au sein du CCAS et qu'il faut ainsi délibérer sur le régime indemnitaire à octroyer à ce cadre d'emplois,

**Après en avoir délibéré,**

**Article 1 : AJOUTE** le RIFSEEP comprenant la part de l'IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) et la part du CIA (complément indemnitaire annuel) pour le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs figurant dans l'annexe.

**Article 2 : PRECISE** que les conditions d'attribution et autres sont identiques à celles de la délibération n°23112021/002 approuvant la mise en place du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel en date du 23 novembre 2021.

**Article 3 : PRECISE** que la présente délibération prendra effet au 16 septembre 2022 et que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence.

**Article 4 : PRECISE** que les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget de la Centre Communal d'Action Sociale et que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits,

En application de la loi  
N° 82-213 du 2 Mars 1982  
Le présent acte a été  
déposé à la Préfecture des  
Hauts-de-Seine,  
le **16 SEP. 2022**  
et Publié  
*par voie électronique*  
le **16 SEP. 2022**



Le Président,

Patrick DONATH

*« La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de CERGY-PONTOISE ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale de Bourg-la-Reine, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois ».*